

Chronique d'une journée tragique

BURUNDI Le CICR avait reçu le feu vert de tous les belligérants...

Pourtant, sur une petite route, des assassins attendaient le passage des voitures à croix rouge. Trois délégués y ont perdu la vie. Et le CICR quitte le pays.

ANNE KAUFFMANN.

Dans la cour de la délégation du CICR à Bujumbura, trois véhicules tout terrain sont prêts à partir. Nous sommes mardi 4 juin et sept délégués de l'organisation humanitaire s'appêtent à rallier le nord-est du Burundi. Dans ce pays voisin du Rwanda, à la répartition ethnique identique — majorité hutue, minorité tutsie —, la spirale de la violence et de l'horreur paraît sans fin. Les rebelles hutus qui dénoncent une mainmise tutsie sur l'État multiplient les attaques sanglantes, l'armée — dominée par les Tutsis — traque avec férocité ses opposants sans distinguer entre combattants et civils. La région où les délégués se rendent ce matin est l'une des plus éprouvées par le conflit.

Levés tôt, les envoyés de Genève ont dû attendre 8 heures du matin pour entamer leur voyage. Au Burundi, il n'est pas question de faire route de nuit: beaucoup trop dangereux. Un déplacement dans le nord-est du pays ne s'improvise pas et Juan Ruffino, 36 ans, le «politique» de la petite équipe, a pris ses précautions. En poste au Burundi depuis l'été 95, il sait, comme personne, «lire» la carte souterraine des déchirements du pays. En contact avec tous les belligérants, il a obtenu de toute part l'assurance que le voyage se passera sans encombre. Reto Neuenschwander, 39

ans, coordinateur des secours et expert en logistique et sécurité pour tout le Burundi a, lui aussi, minutieusement préparé cette journée de travail.

Le convoi s'ébranle et s'engage sur la RN5, une route autrefois très fréquentée, mais où ne se risquent plus, ces derniers temps, que les convois de l'armée et quelques commerçants téméraires. Les véhicules du CICR sont équipés de radio et les règles de sécurité sont strictes: tous les 15 à 20 kilomètres, les délégués doivent prendre contact avec la délégation de Bujumbura.

«**RIEN À SIGNALER**» Pour atteindre Cibitoke, le chef-lieu de la province et sa première étape, le convoi du CICR passe 5 checkpoints de l'armée. A chaque arrêt, les délégués se renseignent sur la situation dans la zone et, pendant leur progression, sont attentifs à tout signe de tension. C'est que la région est à haut risque. A gauche de la route, coule en effet la rivière Rusizi, la frontière avec le Zaïre où les rebelles hutus disposent de bases arrière. Mais aujourd'hui, tout est calme.

Après environ une heure et demie de route, les trois 4x4 du CICR atteignent Cibitoke, petite bourgade de quelques milliers d'habitants. Un véhicule abandonne le convoi. La mission de ses occupants est de visiter l'hôpital, d'apporter des médicaments, de faire l'inventaire des besoins

médicaux. Les cinq autres délégués poursuivent leur route vers le nord. A 9 h 30, ils atteignent Rugombo d'où ils contactent Bujumbura: «*Rien à signaler, tout se passe comme prévu.*»

Les deux véhicules quittent la RN5 et franchissent le col qui s'engage dans les collines qu'il faut franchir avant d'atteindre Mugina, blottie au fond d'une vallée. Là, sont rassemblées 10 000 personnes qui ont dû fuir les combats. Aux alentours, 50 000 autres hommes, femmes et enfants errent sans but. C'est pour leur venir en aide que les délégués du CICR ont pris la route ce matin.

LE DRAME AU BOUT DE LA ROUTE A 10 heures, les tout-terrain du CICR atteignent Mugina et les délégués se mettent au travail. Les uns se rendent au dispensaire pour évaluer les besoins médicaux, les autres s'efforcent de pallier le manque d'eau. Puits, pompes et canalisations deviennent en effet de plus en plus des objectifs de choix. C'est l'arme suprême: privés d'eau, adversaires et population confondus sont condamnés à mort.

Le spécialiste de la petite équipe c'est Cédric Martin, 32 ans. Il a d'ailleurs transformé l'arrière d'un des 4x4 du CICR en un véritable petit atelier ambulancier. Il lui suffit parfois de quelques outils et de pas mal de débrouillardise pour que l'eau coule à nouveau. ▶

L'HEBDO - 13 JUIN 1996

39

Vers 15 heures, les délégués s'appêtent à quitter Mugina. Un appel radio à leurs collègues restés à Cibitoke: «*nous arrivons*» et les deux voitures démarrent. Quelques kilomètres plus loin, c'est le drame. La voiture de tête est attaquée et ses occupants Juan Ruffino, Reto Neuenschwander et Cédric Martin sont assassinés. Par qui? Pourquoi? Une semaine après le drame, ces questions sont encore officiellement sans réponse.

Paul Grossrieder, directeur adjoint des opérations, et Jean-Daniel Tauxe, responsable de la zone Afrique à Genève se sont rendus à Bujumbura et ont rencontré les autorités burundaises. «*Nous voulons savoir ce qui s'est passé et dans l'attente de réponses claires, toutes nos actions dans le pays sont gelées*», déclarait lundi Jean-Daniel Tauxe à son retour du Burundi.

Au moment où il parlait, le responsable de la zone Afrique savait déjà que, pendant le week-end, à Bujumbura, des interlocuteurs anonymes avaient téléphoné aux dix délégués encore présents au Burundi pour les menacer de mort. Fallait-il rester quand même ou sonner la retraite? Mardi après-midi, l'état-major de crise réuni à Genève a tranché, décidant l'évacuation immédiate de tous les expatriés.

CONTRAIT À L'ABANDON Le triple assassinat du 4 juin avait déjà durement frappé le CICR. Voilà maintenant qu'il est forcé à abandonner un pays qui sombre. Et qu'il craint désormais de devenir — à son corps défendant — un des éléments pris en compte par la communauté internationale qui ne peut plus continuer à tergiverser. Les négociations de paix — qui avaient débuté le jour même du drame de

Mugina — ont échoué. La France, qui coupe les ponts avec Bujumbura, vient de rapatrier ses derniers coopérants militaires. Le CICR, la dernière organisation humanitaire encore active dans l'ensemble du pays, s'en va.

Au CICR, on espère que les coups portés à l'institution au Burundi ne seront pas «*utilisés par qui que ce soit*». C'est que l'organisation se méfie des interventions militaires onusiennes menées sous étiquette humanitaire, un mélange des genres qu'elle ne cesse de dénoncer. «*On ne peut tout de même pas recommencer la même erreur pour la énième fois, s'indigne Jean-Daniel Tauxe. Il faut traiter les problèmes à la racine, politiquement et aussi combattre l'insécurité et le grand banditisme. A moins de cela, une intervention ne résoudra rien à long terme.*»

●
A K